



Le Saint-Siège

**DISCOURS DU PAPE JEAN-PAUL II
À S.E. Mme RAYCHELLE AWUOR OMAMO,
AMBASSADEUR DU KENYA
PRÈS LE SAINT-SIÈGE***

Mardi 16 décembre 2004

Votre Excellence,

C'est pour moi un plaisir de vous souhaiter une cordiale bienvenue aujourd'hui, alors que j'accepte les Lettres qui vous accréditent comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Kenya près le Saint-Siège. Bien que mes visites pastorales dans votre pays aient eu lieu il y a maintenant plusieurs années, elles restent gravées dans ma mémoire comme des événements profondément joyeux. Je vous remercie pour les salutations que vous me transmettez de la part du Président Kibaki, du gouvernement et de tous les citoyens du Kenya. Je vous prie de leur transmettre mes vœux sincères et de les assurer de mes prières pour le bien-être de la nation. A mon arrivée à Nairobi en 1995, j'ai souligné que votre nation, comme du reste tout le continent africain, se trouvait à un carrefour (cf. *Discours d'arrivée*, Nairobi, 18 septembre 1995). Sa population et ses dirigeants étaient appelés à placer toute leur sagesse au service de la tâche difficile et urgente de promouvoir un gouvernement démocratique et un développement économique prudent comme éléments essentiels dans l'édification d'une société juste. Les "vents de changement" qui ont poussé ce désir commun n'ont pas faibli; ils se sont même renforcés, le peuple demandant avec toujours plus d'insistance une action concrète en vue d'assurer le développement d'une vie civile marquée par le respect, la justice et l'intégrité (cf. *Ecclesia in Africa*, n. 44). On peut dire à présent que le Kenya s'est engagé sur la voie de la vérité et de la paix. Sur la toile de fond souvent inquiétante des tragédies humaines qui continuent de frapper le continent africain, ainsi que d'autres régions, votre nation a assumé un rôle de première importance dans la promotion des initiatives de paix et de stabilité sociale. A cet égard, la récente réunion du Conseil de Sécurité des Nations unies dans votre capitale a attiré sur le Kenya l'attention des médias internationaux de manière très positive et a suscité à juste titre la reconnaissance de la contribution importante de la nation aux missions et aux projets de maintien de la paix, en particulier au Soudan et en Somalie. De telles actions généreuses, apportent non seulement une aide immédiate aux peuples frappés par le conflit et qui souffrent depuis longtemps, mais elles suscitent également dans les pays voisins un sens plus profond de responsabilité commune pour la défense et la promotion des droits humains fondamentaux des peuples de votre région. Lorsque la Communauté internationale hésite en ce qui concerne le devoir de respecter et d'appliquer les droits de l'homme (cf. *Message pour la Journée mondiale de la Paix 2003*, n. 5), cela conduit à la pauvreté, comme cela apparaît de façon si

évidente actuellement au Darfour. En plus de la volonté d'une nation de prendre part aux accords et aux conventions qui promeuvent les relations internationales, le développement authentique exige également la fidélité à un programme solide de véritable progrès national. En effet, le "lien indissoluble entre l'engagement pour la paix et le respect de la vérité" (*ibid.*, n. 8), implique que le succès de la participation d'un gouvernement aux processus de paix à l'étranger dépend largement du degré d'honnêteté et d'intégrité avec lequel il gouverne son pays. A cet égard, la détermination du Président Kibaki à éradiquer le fléau de la corruption, qui écrase l'esprit d'une nation, doit être salué, et exige le soutien actif de tous les dirigeants politiques et civils, ainsi que des fonctionnaires, afin que le bien commun puisse se développer. Même s'il reste encore beaucoup à faire, les succès déjà remportés au Kenya suscitent de grands espoirs. Des efforts actifs supplémentaires pour garantir une justice impartiale et assurer la sécurité à travers l'autorité de la loi et l'ordre sont nécessaires et contribueront dans une large mesure à favoriser un esprit d'optimisme au sein de votre peuple et à attirer les investissements nécessaires pour créer les opportunités d'emploi qui offrent un avenir meilleur à tous et en particulier aux jeunes. La famille occupe une place centrale dans les cultures de l'Afrique. Il s'agit d'un trésor à préserver et à ne jamais négliger, car l'avenir de votre peuple et celui du monde, passe par la famille (cf. *Familiaris Consortio*, n. 86). Il est donc juste que les chefs religieux et civils oeuvrent ensemble pour garantir que l'institution sacrée du mariage, avec la vie familiale stable qui l'accompagne, soit consolidée et soutenue. La fragmentation de la vie familiale est toujours une source de problèmes insolubles qui, en plus de provoquer une détresse inimaginable pour les personnes, minent le tissu même de la société et ses moyens de garantir le développement. Les populations du Kenya, tout en demeurant confiantes face à l'avenir, souffrent toutefois de nombreux problèmes sociaux graves. Les solutions ne peuvent pas se limiter à éliminer les difficultés, mais exigent au contraire le courage d'adopter un mode de vie fidèle au dessein de Dieu pour tous les hommes et les femmes. A cet égard, je constate avec une profonde préoccupation les mesures prises actuellement afin de faciliter l'avortement. En plus de violer la dignité fondamentale de la vie, l'avortement provoque une souffrance émotive et psychologique indicible à la mère, qui est elle-même souvent victime de circonstances contraires à ses espoirs et à ses désirs les plus profonds. De même, en ce qui concerne la tragédie du SIDA, à laquelle fait actuellement face toute l'humanité, il faut rappeler que le problème central demeure une question de comportement. Les solutions proposées qui ignorent ou rejettent le seul fondement authentique de la santé et du bonheur dans ce domaine - c'est-à-dire la fidélité sexuelle au sein du mariage et l'abstinence à l'extérieur - sont davantage susceptibles d'aggraver que de résoudre la tragédie et peuvent même être considérées comme de nouvelles formes de colonialisme. J'appelle donc la communauté chrétienne du Kenya à apporter un témoignage constant de cette communion intime de vie et d'amour que représente la famille, qui apporte la joie aux communautés et fournit la base sur laquelle les aspirations d'une nation peuvent être édifiées. Pour sa part, l'Eglise catholique qui est au Kenya continuera de soutenir les familles par tous les moyens possibles, en servant d'allié dans la recherche de la paix, de la stabilité et de la prospérité. A travers ses nombreuses écoles, ses organismes médicaux, et les programmes de développement communautaire, elle contribue déjà, dans une large mesure, à assurer un meilleur avenir pour le pays. Dans ce service, l'Eglise ne désire aucun pouvoir ni privilège, mais seulement la liberté de pouvoir exprimer sa foi et son amour dans des oeuvres de bien, de justice, et de paix. Tandis que vous entrez dans la communauté diplomatique accréditée près le Saint-Siège, j'assure Votre Excellence que les divers bureaux de la Curie Romaine sont prêts à vous assister. Puisse votre mission servir à renforcer les liens déjà solides de compréhension et de coopération qui existent entre le Kenya et le Saint-Siège. Sur vous, sur votre famille et sur vos concitoyens, j'invoque cordialement une abondance de Bénédiction de Dieu tout-puissant.

*L'Osservatore Romano. Edition hebdomadaire en langue française 2005 n. 4 p.4, 5.

